

LES SACRIFIÉS

Bulletin mensuel de la Fédération des Victimes du Nazisme enrôlées de Force



N° 5 / 1980

18e année

Prix : 15.- frs. lux.

Abonnement: 120.- frs

Congrès de
l'Association EFVN

Dépot de fleurs
au
Monument
aux Morts
Dudelange

Fédération :
9, rue du Fort Elisabeth
Luxembourg



RESOLUTION

Les délégués de l'Association des Enrôlés de Force, victimes du nazisme, réunis en congrès national le 20 avril 1980 à Dudelange, après avoir entendu le Comité central dans son rapport annuel et plus particulièrement dans son programme pour 1980,

le confirment dans ses fonctions et l'assurent de leur appui indéfectible dans toutes les démarches utiles à la Nation et à la cause commune,

invitent toutes les instances politiques du Grand-Duché d'apporter une solution définitive et équitable au douloureux problème, suite de l'enrôlement forcé, et d'accélérer les travaux en cours, pour que cette question puisse être évacuée au cours de l'année 1980,

renvoient au fait que la République Fédérale d'Allemagne n'a réglé que 10% d'au moins 12 milliards de francs lux. dus à l'Etat Grand-Ducal et se refuse obstinément de s'acquitter de sa dette,

rappellent au Gouvernement luxembourgeois le devoir qui lui incombe de défendre les intérêts de tous les citoyens,

exigent la relance des pourparlers avec les successeurs du IIIe Reich dont le seul acte de réconciliation valable ne saurait être posé que par la pleine réparation des actes illégaux subis par les victimes luxembourgeoises.

APPELL

un all iwwerliewend Jongen, déi den 18. Februar 1943 no OHLAU an den R.A.D. geschleeft gi waren.

Den 12. Mee 1980 sin et genee 37 Joer, dat 77 jong Lëtzebuenger aus dem R.A.D.-Lager, Abt. 5/112, Ohlau entlooss gouwen.

Ohlau, an Nidder-Schlesien, läit ronn 30 Kilometer a süd-östlecher Richtung vu Breslau ewech. Haut heescht et «Giawa» a gehéiert zu Polen.

Vun deene 77 Jongen, déi am Februar 1943 hire battere Leidenswee ugefaangen hun, sin der haut nëmme méi nach 44 um Liewen. 33 Folgen vum Erliddeenen fréizäiteg gestuerwen. Demno sin ronn 44% doud. Erschreckend!

Vun deenen iwwerliewende Jongen, déi zu Ohlau am R.A.D.-Lager waren, hun der vill sech zënter dem 12. Mee 1943 nie méi eremgesin. Fir en Eremgesin, no esou laanger Zäit, méigleche ze maachen, as fir den

10. Mee 1980

en Treffen zu Steesel organiséiert. All 44 Kommeroden sin häerzlechst dohinner invitéiert. Jidderreen krit e genaue Programm fir deen Daag vum Organisateur, dem Roger Wagner vun der Cap.

Si hun äis rose gemaach, déi aus der Deutschen National-Zeitung vu München

Eis Äntwert.

d'Lëtzebuenger Sprooch as äis ze hellech, Naziknascht ging se entéieren an dofir loosse mer gemellech an **hirer** Sprooch **hir** Wouerecht héieren. Den National-Zeitungspalaver wëll et parforce erëm beweisen: Hir Sprooch richt no Kadaver an 't sin och ëmmer nach déiselwecht Preisen!!

Hir Sprooch . . . Ihre Sprache.

Wo Aas und Haß sich gleichen,
wo Geier sich um Aas zerfleischen
und wo Schakale den Fraß umschleichen,
dort müssen Ehrgefühle weichen.
Dort, wo Geierschnäbel kreischen
und letzte Schamgefühle bleichen,
ist Infernalgestank im Zeichen
von Hakenkreuz und Nazileichen.

ee vun Ons Jongen fir s'alleguer
siuda robert

Aus der



L'INDEMNISATION POUR DOMMAGES DE GUERRE DES JEUNES GENS DE NATIONALITE ETRANGERE

A titre d'information et à l'intention de tous ceux concernés nous publions ci-après le texte de la correspondance échangée entre le député, notre président national, Jos. Weirich, et le ministre des dommages de guerre, Monsieur Emile Krieps, au sujet de l'application des lois luxembourgeoises qui régissent l'indemnisation des dommages de guerre aux jeunes gens qui, au moment de leur enrôlement forcé à la «Wehrmacht» par l'occupant allemand, possédaient une nationalité étrangère, mais qui ont grandi au Grand-Duché.
Monsieur Emile KRIEPS
Ministre de la Santé Publique
L u x e m b o u r g

Dudelange, le 25. 1. 1980

Monsieur le Ministre,

A ma question parlementaire du 14. XI. 79 au sujet de l'indemnisation des Luxembourgeois, enrôlés de force, nés au Grand-Duché, mais de parents étrangers, vous avez bien voulu répondre par V./hon. du 3. XII. 79. Je vous serais très reconnaissant, si vous pouviez également me préciser comment votre ministère traite les cas suivants:

Nés à l'étranger de parents étrangers (soit de mère ou de père de nationalité luxembourgeoise) mais venus dans notre pays dès leur jeune âge. Ces jeunes gens ont donc habité notre pays, fréquentaient nos écoles, parlent

notre langue et furent enrôlés de force en tant que Luxembourgeois. Avant leur enrôlement de force ils n'avaient généralement plus quitté le Luxembourg et auraient certainement acquis la nationalité luxembourgeoise dès l'âge de 18 ans, si notre pays n'était pas occupé par les Allemands. Rentrés après la libération du pays, ils obtenaient la nationalité luxembourgeoise par voie de naturalisation.

Peuvent-ils profiter également des avantages que prévoit l'article 30 de la loi du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre, ainsi que du bénéfice des lois du 27 février 1967 ayant pour objets diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant et du 26 mars 1974 portant fixation du supplément de pension?

Avec mes remerciements à l'avance, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Jos. Weirich
Président de la FVNEF

Monsieur Jos. WEIRICH
député
19, rue du Marché-aux-Herbes
L u x e m b o u r g

Luxembourg, le 13 février 1980

Monsieur le Député,

En réponse à votre honorée du 25 janvier 1980, j'ai l'honneur de vous informer que le problème concernant la loi sur l'indemnisation des dommages de guerre aux jeunes gens de nationalité étrangère, mais ayant grandi au Grand-Duché et y étant domicilié lors de leur enrôlement, a déjà trouvé sa solution dans ma réponse à votre question parlementaire du 16 novembre 1979. Cette réponse était conçue comme suit:

«Pour ce qui est l'indemnisation des dommages de guerre corporels je puis informer Monsieur WEIRICH que l'article 30 est appliqué dès le moment où la nationalité luxembourgeoise est acquise, à condition que toutes autres conditions, notamment par rapport à l'attitude loyale envers le Grand-Duché, soient remplies.»

En ce qui concerne l'application de la loi du 25 février 1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant, celle-ci tombe sous le ressort de Monsieur le Ministre du Travail et de la Santé Sociale.

Les demandes en application des dispositions de la loi du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces et émanant des personnes visées, pourront être traitées également par le biais de l'art. 30 de la loi du 25 février 1950 sur les dommages de guerre.

Je tiens cependant à signaler que l'article 30 susmentionné ne comporte pas un droit, mais qu'il permet au Ministre compétent de prendre une décision afin d'éviter un cas de rigueur. Ces décisions seront prises individuellement dans chaque cas.

Veillez agréer, Monsieur le Député, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Ministre de la Santé,
Emile KRIEPS

Question parlementaire

Luxembourg, le 20 mars 1980

A Monsieur le Président de
la Chambre des Députés
19, rue du Marché-aux-Herbes
L u x e m b o u r g

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 76 du règlement d'ordre intérieur de la Chambre des Députés, je désire poser tant à Monsieur le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, qu'à Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, la question suivante :

«Le journal nazi «Deutsche Nationalzeitung» édité à Munich, à 120.000 exemplaires, a publié, le 7 mars 1980, un article attentatoire à notre identité nationale, à l'honneur de notre peuple et des enrôlés de force, victimes du nazisme.

Le gouvernement entend-il faire à Bonn les représentations qui s'imposent et demander réparation des outrages proférés?»

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments très distingués.

Jean Gremling

Réponse de Monsieur le Président du Gouvernement, Ministre d'Etat (à la Séance de la Chambre des Députés du 22 avril 1980).

Le Gouvernement comprend parfaitement l'indignation de l'honorable Monsieur Gremling au sujet de l'article paru dans le journal «Deut-

sche Nationalzeitung». Cet article témoigne d'une totale méconnaissance du fait luxembourgeois et du sentiment d'identité nationale qui caractérise les luxembourgeois, identité qui ne repose pas seulement sur le caractère particulier de la langue luxembourgeoise mais également sur une longue histoire qui a donné au peuple de notre pays le sens d'une entité propre. Le Gouvernement s'associe à l'irritation de l'honorable député devant les incriminations de l'article quant à nos enrôlés de force qui furent les victimes d'un acte en flagrante opposition avec les règles du droit international.

Le Gouvernement n'entend pourtant pas faire des représentations à Bonn: quant au fond, il croit qu'il faut traiter les insinuations de l'article en question par le mépris; quant à la forme, en République fédérale d'Allemagne, comme tel est le cas pour la presse dans tous nos Etats démocratiques, le journal en question bénéficie de la liberté de presse.

DECLARATION SUR L'ETAT DE LA NATION

Intervention relative à l'enrôlement de force faite par le député Pierre FRIEDEN (CSV) le 24 avril 1980

Monsieur le Président,

Mes chers collègues,

Dans un débat qui se situe à quelques jours d'un anniversaire, remontons le temps de quelques décennies: le 10 mai 1940.

Quarante années, en effet, nous contemplent du haut de cette pyramide des vivants, des morts et de drames sans nom.

Pour qui sonnait le glas en ce jour ensoleillé de mai 1940? Pour des milliers de Luxembourgeois, surtout jeunes et moins jeunes qui allaient être dans les mois et années à venir victimes de l'hitlérisme. Que de familles ont été atteintes par les terribles tragédies de l'occupation nazie! Victimes de l'incorporation de force, de la déportation, des camps de concentration, et j'en passe

Quarante ans après cette effroyable aventure humaine, il faut être prêt à dresser un bilan courageux et sincère, à tirer les conclusions théoriques et pratiques de cette injustice immense que fut l'enrôlement de force, de ce sort tragique réservé à «ons Jongen», par lequel le despote nazi bafouait les principes élémentaires du droit.

Dans un monde où tant d'orages s'accumulent, où les lendemains sont incertains, le moment est venu, enfin, de tourner une page sur laquelle se lisent nos faiblesses, nos lâchetés, nos abandons — mais aussi nos espoirs, nos tragiques combats, par la résistance, pour la liberté. Nous ne pouvons plus nous permettre

d'hésiter ou de tergiverser. Il n'y a plus de temps à perdre.

Nous savons, et nous sommes de ceux qui s'en félicitent, que vous, Monsieur le Ministre d'Etat et votre Gouvernement ont conscience de cette nécessité et que vous vous employez à chercher une solution au problème épineux des enrôlés de force.

Loin des divisions artificielles, le moment est venu d'apporter une réponse aux problèmes des enrôlés de force, aux problèmes de toutes les victimes du nazisme, tout en sachant qu'une telle solution exigera de nous tous de la persévérance et des efforts; beaucoup de vraie générosité aussi et le désintéressement.

Dans la vie d'une Nation, le sentiment pour un groupe social d'être victime durablement d'une injustice, est peut-être le phénomène le plus aigu et le plus insupportable qui soit. Il faut donner satisfaction aux enrôlés de force qui demandent ni aumône, ni faveur, mais qui veulent la simple reconnaissance de leurs droits.

L'attachement tant historique que profondément sentimental des enrôlés de force à la patrie, à la Nation ne peut pas être et ne doit pas être l'objet de doute ou de suspicions déplacées. C'est par le coeur, par l'esprit, par l'âme que l'on est d'un peuple, que l'on est d'une nation.

Parce qu'on ne peut dissocier le sort des jeunes enrôlés sous la menace et la contrainte — tués, blessés, prisonniers — de ceux de leurs frères ou compatriotes qui ont risqué leur vie pour passer les frontières afin d'échapper à l'incorporation de force; parce qu'on ne peut oublier ces mères qui regardaient avec désespoir partir leurs fils; parce que nous ne pouvons oublier toutes celles, femmes et mères, hommes et pères qui ont attendu avec impatience et angoisse le retour de ceux que l'ouragan avait dispersé de par le monde; parce que nous ne pouvons oublier cette population entière, cette nation frappée dans sa substance même, attristée par des meurtrissures et des deuils indicibles — voilà pourquoi il est grand temps de se tolérer et de se comprendre. Car, si l'on fait le bilan global de la souffrance due à l'occupation, il y a peu de familles luxembourgeoises qui n'ont pas été touchées d'une façon ou d'une autre.

Sachons retrouver en nous-mêmes les vertus qui ont été les nôtres pendant les épreuves vécues; qu'ils se retrouvent ensemble dans un souci de conciliation, de vraie solidarité tous ceux qui se sont unis dans les années sombres pour lutter contre la tyrannie et pour défendre la liberté, encore en péril dans tant de parties du monde.

Si l'on essaye de prendre un peu de hauteur, de comprendre ce que représente pour la nation le problème des enrôlés de force, on constate que, sur l'essentiel, faibles sont les diver-

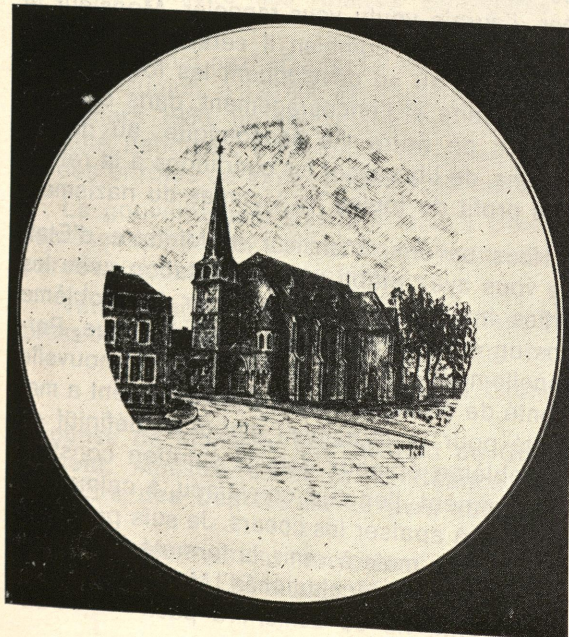
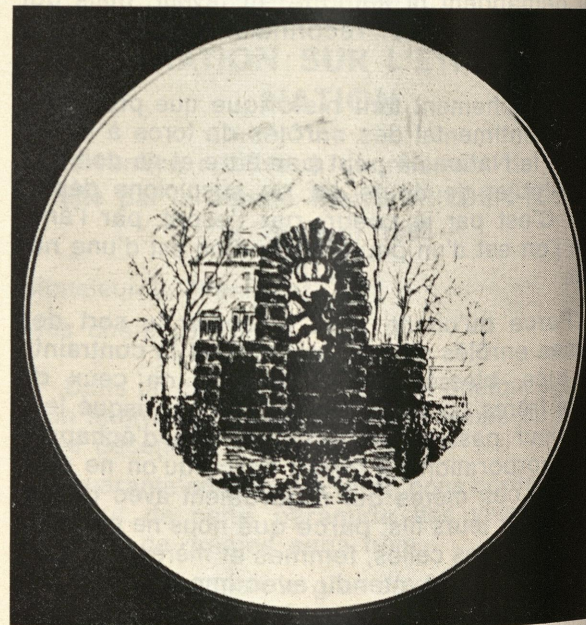
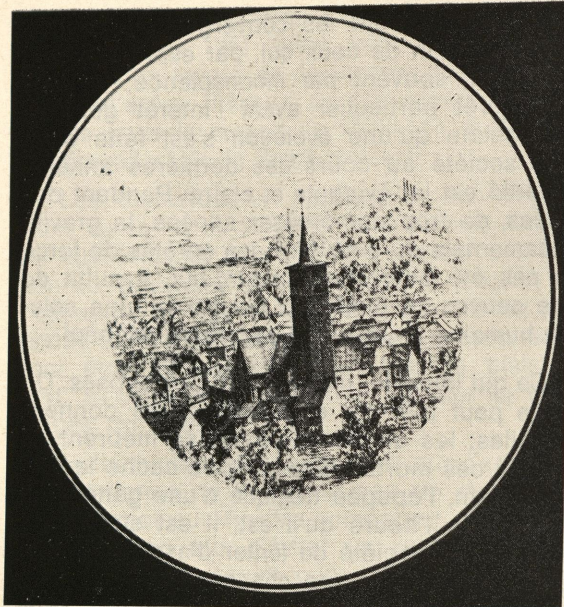
gences, fortes sont les convergences. Si l'on fait abstraction de ceux qui, par esprit de parti ou le plus souvent par inconscience, mettent leur intérêt particulier avant l'intérêt général, on constate qu'une évolution s'est faite dans notre société au cours des dernières années. La vérité est là, évidente et claire: Pendant des années, de trop nombreuses années, la gravité fondamentale du problème des enrôlés de force n'a pas été comprise. Aujourd'hui, il suffit de faire oeuvre de justice et d'apporter une solution humaine à un grand problème national.

Ce qui importe, c'est le fond des choses. Or, on ne peut nier les évidences et les données nouvelles: les enrôlés de force se meurent. Et derrière ces morts prématurés se cache le drame humain, l'épopée tragique d'une génération sacrifiée. A l'heure qu'il est, il est surtout du devoir de la société de tenter d'assurer à chacun et à chacune ses chances maximales de vie. Le Gouvernement s'y est employé en 1974. Ce fut la loi portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces.

Cependant, force à l'importance numérique croissante des enrôlés de force malades ou qui meurent à un stade, où d'autres sont encore dans la force de l'âge et ont encore devant eux bien des années d'activité, il faut admettre que les mesures prises en 1974 n'apportent que d'une manière imparfaite et insuffisante une réponse aux difficultés de l'heure. Les modalités d'interprétation et d'application de la loi du 26 mars 1974 sont la source de difficultés dont les plus importantes sont suscitées par les barèmes en cas d'invalidité.

Il faut donc parachever une oeuvre commencée en 1974. Il faut franchir une nouvelle étape et consentir un effort supplémentaire en faveur des victimes du nazisme. Dans cet ordre d'idées, j'aurais voulu vous rappeler, Monsieur le Ministre d'Etat, combien il serait opportun, à un moment où se développent les formules de la préretraite et l'encouragement, dans certains secteurs de notre vie économique, au départ à 57 ans, de libéraliser les conditions à la retraite au profit de toutes les victimes du nazisme.

Nous savons, Monsieur le Ministre d'Etat, que vous avez établi une concertation avec les parties intéressées pour aborder le problème dans un esprit d'ouverture et de dialogue. Personnellement, je fais confiance à la nouvelle volonté de dialogue que le Gouvernement a manifesté pour le règlement global et définitif de ce problème épineux dont la solution constituerait largement, j'en suis convaincu, à calmer les esprits et à apaiser les coeurs. Je suis persuadé que dans les mois à venir, la fermeté à laquelle vous nous avez accoutumés, Monsieur le Ministre d'Etat, ne se démentira pas.



8 Les Sacrifiés

Avis aux Amateurs

Jidderengem, den 1976 bei der «Promenade du souvenir» zu Nidderkuer mat derbäi war, war en Erënnerungsteller geschënt gën.

An der Tëschenzäit gouf a Kollaboratioun mat der Uewerkuerer E.d.F.-Sektioon weider Serien vun Telleren erausbruecht. Déi verschidden Motiver sin Fiederzeechnungen vun dem beschtbekanntem Déiferdänger Kënschtler, eisem Komerod René Wampach.

Dës Telleren sin interessant fir Sammler, si sin awer och ganz gutt geeignet fir deen, deen e Cadeau mat besonneschem Charakter ze maachen huet.

Telleren mat der Kierch vun Déiferdang, dem Fusbann, an mat dem Monument du Souvenir vun Uewerkuer stinn nëmmen méi nach

a beschränkter Zuel zur Verfügung.

Wien gären een oder méi Telleren hätt soll sech telephonesch mellen beim

PHILIPPE Nöckel — Tel. 58 79 94

WACK Ed. — Tel. 58 67 64

NUREMBERG Mady — Tel. 58 83 77

LALLEMANG Norbert — Tel. 58 99 31

oder bei soss engem Comitésmember.

Confections - Chemiserie

Maison Morth

Pétange, 60, rue de Luxbg

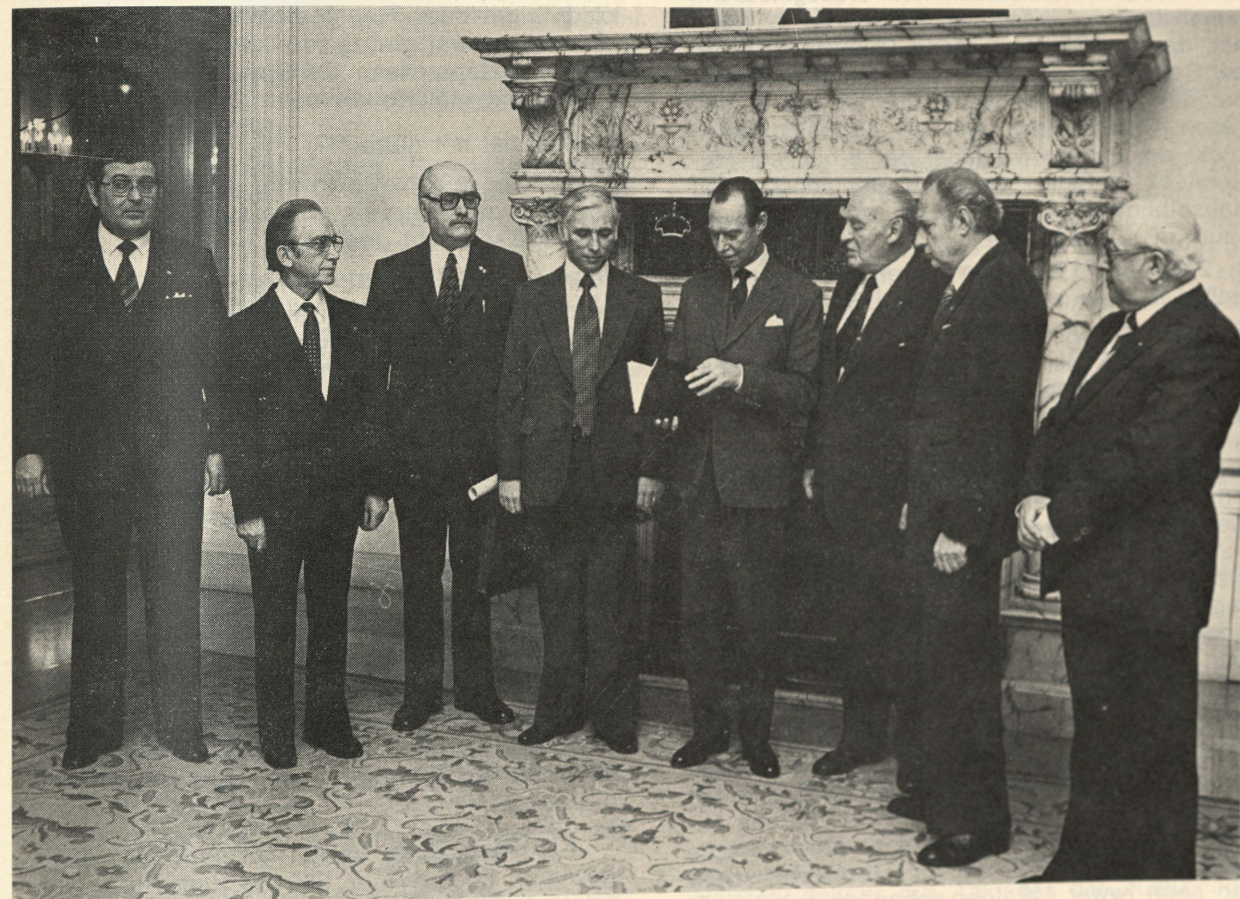


Photo: Lé Sibenaler / Luxemburger Wort

Überreichung eines Exemplars des Buches

«Massaker im Zuchthaus Sonnenburg»

an SKH Großherzog JEAN

Am späten Vormittag des 24. März 1980 empfing Großherzog JEAN Herrn André Hohengarten in Audienz, der ihm sein Buch über das Massaker von Sonnenburg überreichte, jene schreckliche Mordtat, welche in der Nacht vom 30. auf den 31. Januar 1945 im Zuchthaus Sonnenburg von SS verübt wurde. Unter den 819 Ermordeten befanden sich 90 junge Luxemburger, die, nachdem sie zwangsrekrutiert worden waren, wegen ihres Widerstandes gegen die Nazis und deren Regime zu schweren Freiheitsstrafen verurteilt aber nicht zum Tode verurteilt worden waren.

Eine Delegation des Vorstandes der «Fédération des victimes du nazisme, enrôlées de force», die sich zusammensetzte aus: Jos. Weirich, Mathias Scholer, Bernard Jacob und Jean Hames, begleitete A. Hohengarten, wie ebenfalls H. Henri Koch-Kent, der Autor des Vorwortes des Werkes und André Frisch, Präsident der stadtluxemburgischen Sektion der Zwangsrekrutierten.

Nachdem A. Hohengarten dem Großherzog sein Werk überreicht hatte, berichteten B. Jacob und A. Frisch über die Projekte in Sonnenburg (eine Bild-Dokumentation wurde überreicht), resp. über das «Musée de la déportation civile et militaire» auf Bahnhof Hollerich.

Iwwer d'Lëtzebuergesch

. . . a wéi kënt et anescht sin, iwwer eis Sprooch.

Mir hun en neie Lëtzebuerg Dixonär, neen, mir hun der esouguer zwéin. Deen een, dee reng Lëtzebuergesch, as opgedeelt a 5 Bänn, deen aneren as den Däitsch-Lëtzebuergesch Iwwersetzer an engem klengen Band. Déi 5 Bänn hun zesummen 2068, deen anere Klengen huet 178 Säiten. — — — Hei, nëmmen ee Wuurt, a blannemännchen erausgetaacht: Scharribarri. — Wësst Dir, wat et as? — Wann nët, da fand Dir et am Band Q-Z (Band IV) op der Sait 108, zweet Kolonn, deslaangen an desbreeden explizéiert. Deer Wierder gët et eng Täsche voll an nach méi. — Probéiert emol, kuckt emol no. Iwwregens, dat 5-bänneg Musterstéck vu Bicher passt wéi ugemooos an all Hausbibliothék, déi eppes op sech hält. Si as haut «in», eis Sprooch.

2068 plus 178 Säiten iwwer Lëtzebuerg erzielt. Dat as jo awer scho séng Sue wäert.

Säit 1935 gouf an enger Mosaiksaarbecht mat Wëssen, Kënnen a vill Gedold e Meeschterwierk opgebaut, an deem ee liese kann wéi an deem schéinste Folklorbuch. 't as ganz vill an der Sproochgeschicht nogefuerscht gin, well 't gët do vun 2000-3000 viru Christi Gebuert geschwat an 't geet och Rieds vun de Kelten, de Franken, de Germanen, de Réimer . . . an déi alleguer schéngen mat um Grondsteen vun eiser Déckkappssprooch erëmgefummelt ze hun, déi eng hun als Virfuere den, déi aner dat, deemols scho vläicht als Stengkläpper, an eis Sprooch eragemeesselt.

Vun all deem schwätzt eisen Dixonär.

Et kann ee sech elo froen, wéi et gaang as, datt dee regionalgedroenen Idiom, aus deem eis Sprooch jo erausgewuess as, sech nët nach méi ausbreiet, woufir e sech bis op eng gewësse Regioun (eist Land) zesummendrécke gelooss . . . mä, an dat as interessant, woufir en sech iwwer 140 Joer schon do gehal a nët verdreкке gelooss huet.

L'Épopée des Sans-Uniforme

Enttäuschende Veröffentlichung der Widerstandsorganisation «Unio'n»

Die mit großem publizistischem Aufwand vor die Öffentlichkeit gebrachte Broschüre ließ beim interessierten Leser die Hoffnung aufkommen, endlich sei ein entscheidendes Werk über die luxemburgische Resistenz auf dem Büchermarkt erschienen. Dies um so mehr als das Heftchen auch den luxemburgischen Schulen vom Erziehungsminister als Lektüre empfohlen worden war. Desto größer daher die Enttäuschung des Lesers, wenn er auf der letzten Seite angelangt war. Kurz gesagt: Es handelt sich um eine Zusammenfassung des «Livre d'Or de la Résistance» und um eine Reihe von verschiedenen Artikeln mit Floskeln über die luxemburgische Resistenz und über das verein-

Doriwwer muss nogeduecht gin! An 't gët héich Zäit dofir!

Well eent as bewisen: d'Lëtzebuergesch gouf virun 1839 wäit iwwer d'Grand-Duchés-Grenzen eraus geschwat . . . a wa mer Miersch als Mëttelpunkt huelen a mam Ziirkele e Krees molen, da komme mer op en Duerchmiesser vu bis 100-120 Kilometer als Sproochberäich.

An elo passt emol op: wann an deem Emkrees virun deer Rei Joeren nach Lëtzebuergesch geschwat gin as, wéi kënt et dann, datt een elo knapps iwwer eis Grenzen ewäich scho bal näischt méi dovun héiert!?

Seet dat nët genuch?!

As et dann elo iwwerdrüwen, gët et zevill gepriedegt, datt mer äis wiere sollen fir datt et hei nët d'selwecht geet?

Wann d'Kelten an d'Germanen an d'Franken an d'Reimer sech schon all Méi gin hun fir äis eng Verständnegungsméiglechkeet ze zuaffen . . . da solle mär äis haut gin, wou gët et dat dann!

Ronderëm äis gët eis Sprooch ignoréiert!!! A wou et nëmme geet ignoréiere se eist Land an eis Rechter am neien Europa!!!

Ma do gët een als Lëtzebuerg nët nemmen häfteg, mä flappeg rosen, an eent hu mer nët nach ze bewisen: 't dauert laang beim Lëtzebuerg fir en aus sénger bequemer Bedenlechkeet, aus sénger ugebuener Loosmémeng-Rou-Mentalitéit eraus ze kréien, mä, wann e rose gët (rosen mat deem typeschen 5-fach zongegerulltenen R virdrun) da (an elo hat ech bal gesot, da gin et der an d'Sabbel) gët een sech vir (an dofir soen ech och nët pardon) d'Vrecken nët.

Klatzkapp, deen as am Lëtzebuerg Gaart gewuess. Loosse mer 350 000 Klatskäpp bliewen wat eis Sprooch ubelaangt!

robert siuda

nigte Europa. Für Einzelheiten wird der Leser auf später vertröstet (S. 34).

In den allermeisten Fällen fehlen die nötigen Quellenangaben, dabei werden eine Reihe von Behauptungen aufgestellt, ohne daß man aber den Beweis dafür antrat. So soll z. B. bereits Ende Mai 1940 eine handvoll Eisenbahner ausgeschlossen haben eine S.A. (Sabotage- und Auskunft-Organisation) zu gründen (S. 79).

Die großen Fragen über die Gründung der «Unio'n» am 23. 03. 44 und über die verschiedenen Resistenzorganisationen bleiben weiterhin unbeantwortet. Beim Bericht über die L.P.L. ist man nicht gerade bescheiden, soll doch diese

Organisation für die Nazis der Inbegriff für die Resistenz kurz hin gewesen sein (S. 26). Die Schilderung über die vier Resistenzorganisationen PI-MEN, LFK, LFB, ALWERAJE nimmt genau eine Seite ein (S. 42).

Die für Luxemburg so wichtigen Ereignisse vom 30. August 1942 und der darauffolgenden Tage werden einfach als bekannt vorausgesetzt (S. 51). Während auf S. 28 die Verhinderung der Einberufung weiterer Jahrgänge zur Wehrmacht als ein Erfolg des Streikes dargestellt wird, ist man dagegen auf S. 61 der Meinung, daß dies besonders der allgemeinen Einstellung und Haltung der Luxemburger zuzuschreiben ist, oder daß vielleicht der Streik, andere Aktionen oder die Massenflucht der Wehrpflichtigen hierbei eine Rolle spielten.

Daß bei einer solchen Darstellung einige Schnitzer unterliefen ist kein Wunder. Auf Seite 10 wird die Zahl der luxemburgischen Freiwilligen des 1. Weltkrieges mit ungefähr 5.000 Mann angegeben, wogegen auf Seite 26 diese mit 3.000 beziffert werden. Zu einer offiziellen Proklamation der Annexion Luxemburgs kam es nicht (S. 51), trotz der Behauptung des CdZ, SIMON, wie auch kein geheimes Schreiben hierüber besteht.

Warum dieser Hass gegen die Zwangsrekrutierten?

Im Januar 1942 brachte «Ons Zeldong», das Organ der ALWERAJE und «Die Wahrheit», Organ der Kommunistischen Kampfgruppen Luxemburgs einen Artikel, der «Die Wehrmacht und wir, 1942» betitelt war. Unter anderem hieß es in diesem Artikel: «Wie uns aus glaubwürdiger Quelle mitgeteilt wird, sind in einem bestimmten Büro der Zivilverwaltung die Listen der wehrfähigen Luxemburger bis zum Alter von 40 Jahren bereits fertiggestellt. Ein anderes Büro ist mit der Aufstellung der Listen für die Jahrgänge über 40 Jahre voll beschäftigt.

Kein Zweifel daß Hitlerdeutschland in diesem Jahre alles versuchen wird die allgemeine Wehrpflicht in Luxemburg einzuführen. Den Sorglosen, allzu Sorglosen die gleich mit dem Einwand zur Hand sind, der Einsatz Luxemburgs sei doch zahlenmäßig zu gering, um sich zu lohnen, sei bemerkt daß Hitler den Einsatz von 30-40.000 Soldaten aus Luxemburg nicht verschmähen wird. Diejenigen die sich damit trösten wollen, daß der Luxemburger doch nicht marschieren wird oder das Gewehr an der Front umdrehen wird, sei bemerkt einmal an der Front und die Maschinengewehre der SS im Rücken, den Luxemburgern das Meutern und Rückwärtsschießen ebenso schwer fallen wird, wie allen anderen.» Soweit «Ons Zeldong» und «Die Wahrheit».

In der Generalversammlung der «Amicale des Anciens Prisonniers et Familles de Disparus de Natzweiler-Struthof» im Januar dieses Jahres, an der zirka 80 Leute teilnahmen, schnitt P. H. das Problem der Zwangsrekrutierten an und protestierte aufs energischste da-

Die Bombardierung von Peenemünde (17.-18. 03. 43) soll über den Umweg Berlin erfolgt sein und die vollständige Zerstörung der Installationen bewirkt haben (S. 55). Dabei wurde Berlin von genau 8 Mosquito-Maschinen angegriffen und die Zerstörungen in Peenemünde waren nicht so schwer, wie die Engländer annahmen. So notierte General FROMM: «Wiederaufnahme der Entwicklung und Fertigung ist in etwa 4 Wochen möglich.»

Aus all diesen Gründen wartet der interessierte Leser noch immer auf DAS BUCH über die Resistenz . . . , das wahrscheinlich niemals erscheinen wird.

André Hohengarten

Anmerkung der Redaktion — Auch die kürzlich erschienene Sondernummer des von der LPPD herausgegebenen «Rappel» zeichnet sich, trotz eines Umfangs von 285 Seiten, durch ihren geringen Wert für die Geschichtsforschung aus. Der Beitrag mit dem hochtrabenden Titel «Animus meminisse . . . » enthält sogar vollkommen unverständliche Abschnitte, die wohl auf die verschrobene Geisteshaltung des Verfassers zurückzuführen sind.

gegen, daß in gewissen Resistenzkreisen des öfteren die Zwangsrekrutierten als «Preisbe» verschrien werden.

Der Redner machte die anwesenden Resistenzler darauf aufmerksam, daß sehr viele Einbezogenen größere und gefährlichere Resistenzakte gesetzt haben, als mancher heute so großspurig tuender Widerstandskämpfer. Er erinnerte an eines der vielen Beispiele, das der 11 Luxemburger, die in Lyon im Januar 1944 wegen ihres Widerstandes und ihrer Zusammenarbeit mit den Alliierten zum Tode verurteilt wurden, daß er die Anklagen des Nazikriegsgerichtes in diesem Prozeß zwecks Veröffentlichung unter der Rubrik «Remenber» an die Redaktion des «Rappels» sandte, aber bis heute nichts veröffentlicht wurde. Wahrscheinlich deswegen nicht, weil es sich um Zwangsrekrutierte handelt.

Der Redner zitierte auch die oben stehenden Zeilen von «Ons Zeldong», die er auch für «Remenber» einsandte, und bemerkte so nebenbei, an einige der Anwesenden gewandt, was sie denn etwa unternommen hätten, wenn beispielsweise, die braunen Mandbranner alle Luxemburger wie anfänglich vorgesehen bis zum Alter von 40 Jahren und noch weiter zwangsrekrutiert hätten.

«Wir wären nicht gegangen», — war die Antwort. Eine einfache Lösung für die, die skrupellos ihre Eltern und Geschwister, ja sogar ihre Frauen und Kinder den Repressalien der Gestapo und somit dem Tode ausgeliefert hätten. Ob man genug Verstecke für die tauben-

Leo Sciffels 11

den und abertausenden Deserteure oder ob sich noch Passeure in genügender Zahl gefunden hätten, steht auf einem anderen Blatt.

Robert Krieps, Präsident der Amicale und Alois Rathes vom CNR versuchten die Gemüter zu beruhigen und erklärten, die Zwangsrekrutierten könnten weder als Freiwillige noch als «Preisen» betrachtet werden, nur könnten sie nicht als Resistenzler angesehen werden, es sei denn, sie hätten einen Resistenzakt gesetzt. Die Zwangsrekrutierten haben nie verlangt als Resistenzler zu gelten, verwehren sich jedoch energisch dagegen, daß man ihnen jedwede patriotische Haltung während der Besatzungszeit aberkennt.

Einen Resistenzakt setzen!? Die Einpeitscher dieses Hasses würden sich sehr wundern, wieviele Zwangsrekrutierte diesen Resistenzakt beweisen können. Es geht diesen Leuten nicht darum als Resistenzler anerkannt zu werden, sondern als ebenso gute Patrioten angesehen zu werden, wie die Resistenzler, und verlangen,

Libérale Geschichtsklitterung ?

Anhand einer simplen Feststellung und einer diesbezüglichen Frage scheinen wir in ein Wespennest gestochen zu haben. Der besseren Verständlichkeit wegen, hier nachfolgend noch einmal, was wir in unserem Bülletin Nr. 3/1980 schrieben :

«Zum 40. Jahrestag der Invasion des Großherzogtums wird der «Centre d'études libérales» am kommenden 9. Mai im großen Auditorium von Radio-Luxemburg ein Rundtischgespräch veranstalten. Unter den Rednern befinden sich die ehemaligen Minister Victor Bodson und Jean Dupong. Die beiden Parteipolitiker sollen die Einladung unter der Bedingung angenommen haben, daß unser Freund Henri Koch-Kent, Autor des zeitgeschichtlich bedeutsamen Buches «10 mai 1940 en Luxembourg», nicht an der Tagung teilnehmen darf. (Haben sie Angst, von ihm widersprochen zu werden?)

Werum hat der «Centre d'études libérales» die unverschämte Forderung von Bodson und Dupong angenommen? Eine derartige Haltung bedeutet nicht nur eine krasse Verleugnung der zur Schau getragenen liberalen Grundsätze. Sie fördert ebenfalls die von gewissen Politikern angestrebte Geschichtsklitterung und Legendenbildung, gegen die Henri Koch-Kent seit Jahren erfolgreich auftritt. Letzten Endes ist er der zuverlässigste Überwacher der Vorgänge jener Zeit. Die seriöse Überlieferung der Ereignisse des 10. Mai 1940 kann nicht auf die Kenntnisse dieses unabhängigen Zeugen verzichten.»

Der Generalsekretär des «Cercle d'études libérales», Herr Fernand Entringer, las diese kurze Notiz am 12. April im «tageblatt», und verfaßte am 15. d. M. nachfolgende

daß endlich die Schmach getilgt wird, die man ihnen im Kriegsschädengesetz dadurch antat, daß sie zu Luxemburger zweiter Klasse degradiert wurden. Wenn auch einige Zwangsrekrutierte während des Krieges sich ihren Wohltätern und Lebensrettern gegenüber nicht fair benommen haben, steht keinem anderen das Recht zu, alle Zwangsrekrutierten als «Preisen» zu verschreien. Auch unter Resistenzler gab es gar manche Fehltritte.

Hätte man nach der Heimkehr diese Jungen aus dem Krieg für die körperlichen und seelischen Qualen Verständnis gehabt, denen sie ausgesetzt waren in einem Gewissenskonflikt, wie er schlimmer nicht sein kann, ja... hätte man geholfen anstatt zu vorteufeln, es gäbe heute kein Zwangsrekrutierten-Problem. Aber damals gab es nur einen Wingert und seine zu Rebellen abgestempelten Kampfgefährten.

Pir Haas

ALWERAJE und einer der letzten Wingert-Rebellen.

ANTWORT

Es hat den Anschein, als ob von verschiedener Seite gegen den von uns geplanten Diskussionsabend zur Zeit Personenpolemik betrieben würde. So jedenfalls verstanden wir den in oben angeführter Zeitschrift erschienenen Artikel.

Auf solche Streitgespräche lassen wir uns nicht ein, möchten aber der Klarheit halber folgende Punkte herauschälen

1) Unser Diskussionsabend hat nicht direkt eine historische Analyse des Zeitgeschehens vor dem 10. Mai, am 10. Mai und direkt nach dem 10. Mai 1940 zum Zweck

Im Gegenteil, wir wollen die Zeitspanne vom Einmarsch bis zum Referendum — Mai 40 bis Oktober 41 — kritisch beleuchten.

Am Anfang dieser Zeitspanne stand die Propaganda, am Ende der Terror

Wie haben die Luxemburger zu diesem Zeitpunkt reagiert?

Wie verhielten sie sich bei der Judenverfolgung?

Was taten die Luxemburger gegenüber dem Versuch der Verdeutschung?

Wie war ihre Einstellung zum Totalitarismus?

Es dürfte einleuchten daß dieser Fragenkomplex fundamentale Probleme im Zusammenhang, Demokratie - Totalitarismus, aufwirft, hinter denen so manche Polemik wesenlos verblaßt.

2) Von Anfang an war für uns als Organisatoren klar, daß auf diesen Abend eine Fortsetzung kommen sollte für die Periode des Terrors, von Ende 1941 bis Ende des Krieges.

In diesem Kontext, und nur in diesem, stellt sich das Problem der Zwangsrekrutierten.

Man kann uns also keinen Vorwurf machen das Zwangsrekrutiertenproblem vernachlässigt zu haben, es sei denn man stellt den ganzen Zeitablauf auf den Kopf.

Chaque chose en son temps!

Abschließend sei noch zu bemerken daß jedwede Initiative, jedwede Organisation zu heiklen Themen kritisiert werden kann.

Die Frage ist die, ob die Organisation, d. h. die Methode das von uns gewählte Thema verfälscht.

Darüber aber kann verständlicherweise erst nach dem 9. Mai geantwortet werden, nicht vorher.

Pas de procès d'intentions s'il vous plaît!
Für das Komitee des Centre d'Etudes Libérales

Fernand ENTRINGER
Generalsekretär

Anmerkung der Redaktion :

1° Thema des Rundtischgesprächs :

ursprünglich : «40. Jahrestag des Einmarsches der Deutschen in Luxemburg»;

nachträglich : «Virun 40 Joer... Lëtzebuerg am Ufank vum 2. Weltkrieg».

Oberflächlich gesehen wurde das ursprüngliche Thema des angekündigten Rundtischgesprächs nur geringfügig geändert gegenüber dem nachträglich bekannt gegebenen. Sieht man aber näher hin, handelt es sich hier um eine fundamentale Änderung des Themas kurzum. Nicht mehr über die Ereignisse des fatalen 10. Mai 1940 soll am 9. Mai

Calvaire Diekirch 4e liste des souscription

Report :	574.500.-
Amicale des E.d.F., Boevange/Clerveaux	4.000.-
Franck Paul, Luxembourg	500.-
Hirtzig Albert, Diekirch	300.-
Barthel Joseph, Diekirch	3.000.-
Bonert Maurice, Diekirch	1.000.-
Heyart-Remy Georges, Luxembourg	1.000.-
Hoffmann Marie Th., Roodt/Syr	1.000.-
Mathieu Jos., Heffingen	1.000.-
S. A. Ezzo, Bertrange	1.000.-
Baulesch Henri, Howald	500.-
Ditsch Bernard, Diekirch	500.-
Liederich-Hoss Maria Mme, Dudelange	1.000.-
Dierich Guillaume, Nocher	500.-
E.d.F. Grosbous	500.-
Clees Jos., Diekirch	300.-
Goedert Marcel, Ettelbruck	500.-
Williere Gaston, Diekirch	500.-
Alzin René, Gilsdorf	500.-
Wiltgen Nicolas, Bruxelles	500.-
Cravatte Henry, Diekirch	1.000.-

1980 gesprochen werden, sondern über das Drum-Herum. Immerhin ein wesentlicher Unterschied.

2° Uns ist es einerlei, welches Thema der «Cercle d'études libérales» sich für sein Rundtischgespräch aussucht. Und kritisiert wurde unsererseits nichts. Wir haben lediglich beanstandet, daß, wenn zum Thema «40. Jahrestag des Einmarsches der Deutschen in Luxemburg» öffentlich Stellung bezogen wird, eine Exklusive gegen die Person von Herrn Henri Koch-Kent fehl am Platz ist. Letzterer ist der Autor des zeitgeschichtlich bedeutsamen Buches «10 mai 1940 en Luxembourg».

3° Unsererseits gab es noch nicht einmal den Versuch, geschweige denn einen Vorwurf an die Adresse des «Cercle d'études libérales», «das Zwangsrekrutiertenproblem vernachlässigt zu haben, ...».

Das ist eine regelrechte Unterstellung. Nicht wir, sondern der Generalsekretär besagten Stundenzirkels macht hier einen «großen d'intentions». Und das, man erlaube uns die Feststellung, ist nicht gerade liberal.

4° «Personenpolemik» betreiben nicht wir, sondern die, denen Herr H. Koch-Kent nicht genehm ist. Grund seines Ausschlusses vom Rundtischgespräch: «Das gibt doch einer Buttek!»

Also: Wenn die Wahrheit «Buttek» macht, dann lieber keinen «Buttek» und auch nicht die Wahrheit. Fragt sich nur, wie man so die Geschichte «kritisch beleuchten» möchte. U. E. vergewaltigt man mit solchen «Geschichten» die Geschichte.

Mme Mannon Théo, Diekirch	500.-
Mme Huss-Bausch Raymond, Diekirch	500.-
Welter Marcel, Strassen	500.-
Bolmer Jean-Pierre, Nospelt	500.-
Herr Jos., Diekirch	1.000.-
Rosch Marc P., Diekirch	1.000.-
Faber-Kartheiser Jean-Pierre, Diekirch	400.-
Harpes Aloyse, Diekirch	500.-
Reeff Pierre, Erpeldange-Ettelbruck	500.-
Krein Emile, Diekirch	500.-
Schuler Léon, Diekirch	500.-
Bock Armand, Bettendorf	1.000.-
Erpelding Adolphe, Diekirch	2.000.-
Commune de Bourscheid	1.000.-
Section des E.d.F. Ueseldange	10.000.-
Section des E.d.F. Contern	500.-
Association E.F.V.N., Luxembourg	500.-
Schmit Joseph, Diekirch	500.-
Mertz François, Capellen	500.-
Kousmann Emile, Wormeldange-Must	1.000.-
Section E.d.F. Sud-Ouest	1.000.-

Zeimetz-Sauber Joseph, Echternach	500.-
Comité des E.d.F. Sud-Ouest	1.000.-
Assa-Studer J. P., Mme, Diekirch	500.-
Knepper Arthur, Luxembourg	300.-
Ketty an Jean Klein-Hopp, Luxembourg	300.-
Mme Heynen-Krier Georges, Diekirch	500.-
Remakel Arthur, Bettembourg	500.-
Amicale des E.F.V.N. Esch/Alzette	2.000.-
Steffen-Dockendorf Jos., Diekirch	500.-
Girres Georges, Luxembourg	500.-
Hoffmann Ed., Echternach	300.-
Dockendorf Jos., Diekirch	1.000.-
Benoit Joseph, Dudelange	250.-
Commune d'Ermsdorf	1.000.-
Croisé-Junk René, Diekirch	2.500.-
Section des E.d.F. Rambrouch	1.000.-
Schumacher-Goergen M., Colmar-Berg	500.-
Weis Mathias, Brandenburg	200.-
Heintz Roger, Luxembourg-Bonnevoie	300.-

Schilling Robert, Diekirch	500.-
Hamilius Jean-Pierre, Esch/Alzette	1.000.-
Schou Mathias, Diekirch	1.500.-
Mootz Max, Diekirch	500.-
M. et Mme Michel Glod-Steil, Boxhorn	1.000.-
Total francs:	635.450.-

Rectification

liste No 3, au bulletin 2/1980, page 11:
Toussaint-Eyschen Robert, Ettelbruck 1.000.-

Iwerweist op ee vun de Konte vun der
Amicale «ONS JONGEN», Dikkerich :
Banque Générale No. 324/0-08544/02 oder
Compte Chèque Postal No. 33556-91
mat dem Vermierk: Calvaire vun den E.d.F.

Der Bahnhof in Luxemburg-Hollerich

BESTANDTEIL DER BITTEREN GESCHICHTE DER VIERZIGER JAHRE

Man hatte mit der Zeit kaum noch an den nunmehr achtzig Jahre alten Bahnhof in dieser gottverlassenen Ecke unserer Hauptstadt gedacht. Doch diese historische Stätte darf dem Vergessen niemals preisgegeben werden.

Denn sie wurde unter der Schreckensherrschaft der Nazis für die zur Umsiedlung bestimmten Familien und für die Zwangsrekrutierten zum Sammelplatz auserkoren.

Damals, als wir trotz der hoffnungslosen Zeit die Hoffnung dennoch nicht aufgaben, begann die erdrückende Geschichte des Hollericher Bahnhofes, der seitdem mit den Erinnerungen einer unbeschreiblichen Leidenszeit verbunden bleiben wird.

1939 hatten wir schon fast mit Galgenhumor unsere hundertjährige Unabhängigkeit gefeiert, um unsere Nachbarn daran zu erinnern, daß wir das bleiben wollten was wir nun eben waren: friedfertige Luxemburger.

Wir haben damals gehofft, daß unser Wille zu einem eigenen Nationalwesen respektiert würde. Doch am 10. Mai 1940 wurden wir aus unserem großen Wunschtraum herausgerissen und in den Sog des wahnwitzigen Hitler mitgezerrt, hilf- und wehrlos wie wir waren, ohne Hoffnung auf ein baldiges Ende dieser grausamen, unerbittlichen Vergewaltigung die unsere damaligen Schergen sich ausdachten, um den Willen eines kleinen Volkes zu brechen.

Aber wir haben trotzdem niemals nachgegeben

Mit dem Mut der Verzweiflung haben wir uns zusammengefunden und dem Riesen die Stirne geboten. Am 10. Mai 1940 begann der passive Widerstand des ganzen Volkes. Wir wollten nicht heim ins Reich. Und wir wehrten uns mit einer unvergleichlichen Einmütigkeit gegen die Auflösung unserer Eigenständigkeit.

Das aufhorchende Ausland geriet in Stauen.

Um die sture Haltung des kleinen David zu brechen, vergriffen sich die Herrenmenschen und ihre Helfershelfer aus den Reihen der Abtrünnigen und Verräter mit Vorliebe an der Jugend. Sie wurde zum Arbeitsdienst und zur Umschulung verschleppt. Und als das auch nicht half, wurde die Zwangsrekrutierung in die verhaßte Wehrmacht dekretiert.

Als Antwort auf diese menschenrechtswidrige Räuberaktion brach der einzigartige Streik eines ganzen Volkes aus. Der 31. August 1942 ist einer der Höhepunkte in unserer jüngeren Geschichte, die wir aber leider nicht deutlich genug — und unverfälscht — an die heutige Jugend herantragen.

In den ersten Wochen des Monats September 1942 wurden zwanzig tapfere Luxemburger in einem Steinbruch des Hinzert Waldes stellvertretend für die Streikenden hingerichtet. Zur gleichen Zeit wurde ein mitstreikender Deutscher im Kölner Gefängnis Klingelpütz wie ein Verbrecher mit dem Beil hingerichtet.

Als zweite Terrorwelle kam es dann Ende September zu den ersten Massenumsiedlungen, denen noch viele folgten. Denn man wollte das kleine Land Luxemburg einfach von der Karte streichen und sein Volk durch Verpflanzung in eine andere Umwelt zur Aufgabe seiner Eigenart zwingen.

Man wollte aber ganz besonders die Jugend gefügig machen. Denn sie hatte sich bisher nicht locken lassen und sie stellte sogar den Kern der sich bildenden, aktiven Resistenz, was einzelne Opportunisten der letzten Stunde heute nicht wahr haben wollen.

Die Tatsachen aber beweisen das Gegenteil, ob es diesen Unverbesserlichen paßt oder nicht. Es ist heute sogar erwiesen, daß die Zwangsrekrutierten noch in Resistenz und Wehrmächtersetzung machten, als unser Land längst befreit war. Zu der Zeit da die Posten-

jägerei auf Hochbetrieb lief und die echten Resistenzler verdrängt wurden, hatte man die noch schwer leidenden Mädchen und Jungen vergessen.

Das ist die eigentliche Ursache, warum wir als die Treuhänder unserer gefallenen, erschossenen und gemarterten Kameraden uns zum Ziel gesetzt haben, den Hollericher Bahnhof zu renovieren, um aus diesem Flecken Erde eine Gedenkstätte zu machen.

Es fällt uns nicht einmal in den Sinn, die mutige Haltung und das selbstlose Opfer der Resistenzler zu schmälern. Sie, die richtigen, wissen es am besten. Darum halten sie — so wie damals — auch heute noch zu uns.

Wir wissen nur allzu sehr, welch qualvollen Weg sie damals gegangen sind, unter anderem, um uns von der unsäglichen Schmach der Zwangsrekrutierung zu bewahren. Viele kamen aus unseren eigenen Reihen. Oder es waren unsere eigenen Väter und Brüder sogar, die damals durch die Hölle mußten.

Doch unsere Hölle darf dabei nicht vergessen und unser Opfergang als etwas nebensächliches abgetan werden. Denn den größten, schwersten Blutzoll mußte im Endeffekt doch unsere Generation zahlen.

Darum soll diese Gedenkstätte auch den alles umfassenden Namen tragen: Mémorial de la Déportation Civile et Militaire.

Wir denken nicht daran, den Kazettlern ihren teuer erkauften Verdienst zu stehlen. Wir möchten auf keinen Fall gleichgeschaltet werden, wie man es uns mit hinterhältiger Perfidie immer wieder unterschieben möchte.

Aber wir verlangen, weil es unser gutes Recht ist, daß man uns als gleichwertige Luxemburger anerkennt, die ihre Bürgerpflicht in der vom grausamen Schicksal aufgezwungenen Situation erfüllt haben.

Darum muß die Gedächtnismauer am Zugang zum Museum nicht nur die Horrornamen der Umsiedlungsorte und der Konzentrationslager tragen, sondern auch die mit Blut getränkten Namen der Mordstätten und der Hungerlager, wo unsere Leidensgefährten hingeretzt oder aber eines elendigen Todes verenden mußten.

Unser Golgatha heißt Lyon, Königsberg, Torgau, Sonnenburg, Tambow, usw., wo die Jugend Luxemburgs systematisch exterminiert wurde. Oder vielleicht auch «Hondsbesch», Heinerscheider Bunker, Dinant und Armée Blanche, wo Altersgenossen sich der Zwangsrekrutierung zu entziehen versuchten, um dadurch erst recht in Teufelsküche zu geraten. Nicht zu vergessen auch die weiten Schlachtfelder im Osten, wo man uns zur Schlachtbank führte und der Versuch überzulaufen meist tödlich verlief, weil man von beiden Seiten unter Beschuß geriet.

Angesichts der heutigen Rekrudescenz des nazistischen Gedankengutes und der von außen

betriebenen Propaganda gegen unser Land und gegen seine historische Berufung als einer der ersten Träger der europäischen Einigung, müssen wir daran erinnern, daß unser «Zwergstaat» (nach und nach von den «guten» Nachbarn zerstückt) eine Drehscheibe in diesem alten europäischen Geraufe war.

Wir möchten zur geschichtlichen Wahrheitsfindung beitragen, um unsere Nachkommen vor jeder Unüberlegtheit zu bewahren und, in erster Linie, um ihnen zu helfen, solange wir noch können, die Zukunft zu meistern, im Einklang mit der Verwirklichung eines geeinten Europas, ja auch mit den Nachkommen unserer früheren Feinde.

Es wäre auch endlich an der Zeit, daß diese wenigen Klugscheißer erkennen, welchen Bärendienst sie eigentlich unserem Lande und seiner Integrität erweisen, wenn sie die historisch bewiesene Solidarität unseres Volkes zerreden und sich als die alleinigen Retter der Nation bezeichnen möchten.

Und es ist schon mehr als verantwortungslos, daß diese Hurra-Patrioten und Helden in Potenz (? ?) sich heute nicht einmal scheuen, die wirklichen Resistenzler zu verdrängen und die Einigkeit unseres Volkes zu sabotieren. Damit jedoch den alten wie den neuen Nazis das Spiel gegen unser Land und die Untergrabung seiner besonderen Position zwischen zwei Kulturen leicht, allzu leicht machen.

Wenn aber ein einiges Europa endlich wahr werden soll, dann wäre es sicher an der Zeit, daß ein für alle Male ein Schlußstrich unter die Vergangenheit gezogen und, auf jeden Fall, ein endgültiger Friedensvertrag zwischen uns und den alten Gegner realisiert würde.

Denn was stellen wir mit einem Partner an, der mit seiner bankrotten Verangenheit noch immer nicht im klaren ist?

Ich meine, unser heutiger Partner jenseits der Grenzflüsse Mosel und Sauer sollte sich etwas bescheidener benehmen (und seine Sprecher aus den verschiedenen Parteien insbesondere), solange dieses Kapitel an dem er nicht immer so unschuldig ist wie er tut, noch immer nicht abgeschlossen ist.

Darum möchten wir im Hollericher Bahnhof die Belege unserer leidvollen Zeit horten und ein Denkmal für die vorbildliche Solidartät des Luxemburger Volkes gegen die Fuchtel des schlimmsten Besatzers unserer ganzen Geschichte errichten. Wir wollen nicht für die einen oder anderen Patrioten Partei ergreifen, nicht einmal für uns selbst. Wir möchten weiter nichts als eine Gedenkstätte für unser ganzes Volk schaffen. Sie soll allen aufrechten Luxemburgern gewidmet sein.

Darum ergeht unser Aufruf an alle, an alt und jung, uns tatkräftig zu unterstützen bei unserem Vorhaben. Als wir unsern Appell an unsere Landsleute richteten, die Schmach des Gesetzes von 1950 zu verurteilen und dessen Revision forderten, bekamen wir damals mehr als 40.000 Unterschriften.

Wir hoffen darum auch heute auf ebenso viele Beiträge zur Verwirklichung dieses Memorials der wahren Geschichte unseres Volkes in der unerbittlichen Stunde der Bewährung. Das wären (angenommen) also etwa 40.000 x 100 Franken oder vier Millionen für unser Vorhaben.

Denn wir brauchen in Wirklichkeit nach einem vorläufigen Überschlag mindestens acht Millionen.

Wir bitten also jede Sektion und jede befreundete Vereinigung, jeden einzelnen Zwangsrekrutierten und jeden uns wohlgesinnten Lu-

Hesperingen

Bericht der Generalversammlung
am 7. März 1980 — Itzig

Am 7. März trafen sich die Kameradinnen und Kameraden der Sektion Hesperingen zur Generalversammlung in Itzig.

Der Präsident hieß alle recht herzlich willkommen und Freude bereitete die Anwesenheit unseres Nationalpräsidenten und Deputierten Jos. Weirich. Zugewogen waren noch eine Abordnung der Association des Survivants des Enrôlés de Force, Kameraden des Zentralvorstandes sowie Kameradinnen und Kameraden der Düldelecker Sektion.

Dem Tätigkeitsbericht war zu entnehmen, daß man in der Sektion Hesperingen nicht müßig geht. Bei allen Veranstaltungen, was die Enrôlés de Force angeht, war immer eine Delegation unserer Sektion vertreten. Besonders zu erwähnen ist die rege Anteilnahme der Mitglieder bei den jährlichen Totengedenkfeiern.

Leider haben sich unsere Reihen wieder um fünf Einheiten gelichtet seit der letzten Generalversammlung. Unserer Toten gedachten wir in einer Schweigeminute. Es sind dies: Keller Jean - Fischbach J.P. - Guelf Mathias - Becker Marcel - Madame Harsch.

Zur Auffrischung der Kasse ist eine Geldlotterie gestartet worden, die ab 1. März in Umlauf ist. Zudem hat der Zentralvorstand freien Start gegeben zur Herstellung einer Langspielplatte und einer Kassette mit Heimatliedern. Das ist alles in guten Händen und diese Platte wird in nächster Zeit zum Verkauf aufliegen. Näheres erfahren alle Interessenten noch rechtzeitig, sei es im «Les Sacrifiés», in der Presse, Radio oder Television.

Dem Kassenbericht zufolge ist die Finanzlage nicht allzu rosig, aber immerhin es reicht noch aus. Mittels der Geldlotterie wird die Kasse erheblich aufgeputzt. Der Kassierer erhielt volle Entlastung seitens der beiden Kassenrevisoren Braun Nicolas und Goergen Armand.

xemburger, insbesondere aber alle noch lebenden Umgesiedelten und Kazettler uns zu helfen, durch Rat und Tat, aber auch durch Spenden, dieses grandiose Vorhaben wahr zu machen.

Zum Wohle unseres Landes im heutigen Europa und zur geschichtlichen Wahrheitsfindung seines kleinen, tapferen Volkes.

André N. Frisch,
Président du Comité de Gérance

P. S.: Zur Einzahlung der Spenden ist einzig und allein das Konto «Mémorial de la Déportation Hollerich-Gare No 44900-86» zu benutzen.

Bei der Neuwahl des Lokalvorstandes gab es eine kleine Umänderung dadurch, daß manche Vorstandsmitglieder sich nicht mehr der Wahl stellten. Der neue Vorstand setzt sich folgendermaßen zusammen: Präsident: Coner Julien; Schriftführer: Baddé Charles; Kassierer: Ury Willy; Mitglieder: Stein Emile, Heinen Pierre, Weissen Armand, Schmitz Arthur, Oster Norbert, Scheer Mathias.

Nationalpräsident Jos. Weirich referierte über so manches was noch zu ändern und zu lösen ist im Sinne der Zwangsrekrutierten-Föderation. Bedauert wird zutiefst das allzu frühe Ableben unseres Kameraden Jean Wolter. Freund Jhang wäre uns Zwangsrekrutierten sicherlich in dieser Zeit eine wertvolle Stütze gewesen bei den Debatten über das Problem der Enrôlés de Force. Auch ermahnte uns Jos. Weirich zum Zusammenstehen. Nur Einigkeit macht stark und Stärke wird noch gebraucht bis unserem Problem Gerechtigkeit widerfährt. Niemand sollte es unterlassen den Aufkleber «Justice aux Enrôlés de Force» am eigenen Fahrzeug anzubringen. Auf so mancherlei Art und Weise müssen wir Zwangsrekrutierte der Öffentlichkeit zeigen, wie sehr uns dran gelegen ist, daß unser Problem endlich gelöst wird.

Bei einer Assiette-Maison, die dem Hause (Café Ludwig) alle Ehre machte, und bei verschiedenen Filmvorführungen, seitens unseres Präsidenten Coner Julien, verbrachten alle Anwesenden noch ein paar gemütliche Stunden.

Wir vom Sektionsvorstand, danken allen Kameraden und ihren Angehörigen von Herzen weil sie noch Zeit gefunden hatten dieser Versammlung beizuwohnen. Einen ganz besonderen Dank gebührt unserem Nationalpräsidenten Jos. Weirich, den Damen der Association des Sur-

vivants, den Kameraden des Zentralvorstandes und den Mitgliedern der Nachbarsektionen, für ihre Teilnahme.

Wir freuen uns schon auf das nächste Wiedersehen.

Roeserbann

No der Generalversammlung vum 22. Februar 1980, an no der Comitëssëtzung vum 28. Februar 1980 sëtzt de Comité vun der Sektiooun «Réiserbann» sech folgendermassen zesammen:

Präsident: Meisch Alphonse
4, rue de Bivange — Roeser

Vize-Präsident: May Louis
30, rue de Crauthem — Peppange

Sekretär: Majerus François
7, rue de Weiler — Roeser

Kassierer: Regi Bruno
1, rue de Weiler — Roeser

Mitglieder:
Mme Schmitz-Arenschorff Madeleine
1, rue du Chemin de Fer — Berchem

Pütz Henri
8, rue de Bivange — Roeser

Backes Etienne
11, rue de la Forêt — Crauthem

Bingen Jhångy
8, rue des Champs — Crauthem

Seywert Aloyse
6, rue de l'Eglise — Livange

Baddé François
9, rue du Chemin de Fer — Berchem

Feller Alex
62, route de Bettembourg — Berchem

Caisserevisoren:
Gillen Nicolas
8, rue du Cimetière — Roeser

Mamer Emile
16, rue de la Forêt — Crauthem

Walferdingen

Le 22 mars dernier, l'Association des Enrôlés de Force, Section de Walferdange, fêta sa «Journée Commémorative» locale avec messe traditionnelle, dépôt de fleurs au monument aux morts et assemblée générale.

Plus de 70 membres s'étaient réunis à l'Hôtel du Château à Walferdange pour l'assemblée générale suivie d'un dîner amical.

Le président, M. Halsdorf, salua une déléguation du Comité Central, M. le Député Jos. Weirich et MM. Scholer et Olsem. Il donna un aperçu intéressant sur toute l'activité de la section et le programme de l'ordre du jour se déroula comme prévu (entre autres fixation de la cotisation, activités, nomination des reviseurs de caisse etc. — un grand merci aux donateurs généreux pour la tombola).

M. Weirich de sa part félicita la section pour son dynamisme et résuma en grandes lignes le programme actuel et futur de l'association en général.

M. Colling, trésorier, présenta le bilan favorable des finances et le porte-parole des reviseurs de caisse, M. Arthur Steil, le remercia pour son dévouement et lui donna décharge.

M. Schmitz, secrétaire ff., relevait les mérites du secrétaire, M. Nic. Kirchen, arraché inopinément des rangs de l'association et demanda à l'assistance de garder une minute de silence en sa mémoire.

Comme successeur et nouveau secrétaire l'Assemblée Générale élut M. Jean Henzig de Bérelange par acclamation. Tous les autres membres du comité furent confirmés dans leurs fonctions.

La soirée se terminait dans l'ambiance amicale comme depuis des années et en plein accord avec les principes de l'association.

J. H.

Eischen

Die Zwangsrekrutierten hielten Rückschau.

Zu ihrer diesjährigen Generalversammlung trafen sich am vergangenen 1. März die Mitglieder der «E.d.F.» Eischen. Mit Genugtuung konnte Präsident Leopold Wolff eine überaus große Teilnehmerzahl begrüßen: u. a. Bürgermeister Jean Wolff, Schöffe Lou Martiny, Rat Jean Klein (Ehrenmitglied) und Rat Jean Reinart (Mitglied), die Kameraden der Nachbarsektion Hobscheid und seitens der Föderation der Zwangsrekrutierten den Nationalpräsidenten Jos. Weirich, den Präsidenten der «Amicale de Tambow» Metty Scholer sowie die Kameraden Emile Olsem und René Kerg.

Eine Minute stillen Gedenkens galt den im Kriege Gefallenen, den frühzeitig Verstorbenen (vom 1. 1. 1980 — 1. 3. 1980 = 32 Jungen + 15 Mädchen) und den verstorbenen Ehrenmitglieder.

Ohne auf nähere Einzelheiten einzugehen, würdigte er den unermüdeten Einsatz der «E.d.F.»-Kandidaten und jener Mitglieder die sich propagandistisch mit ins Wahlgeschehen einschalteten und allen Wählern der E.d.F.-Liste

und dadurch unserem Lande und seinen Politikern ein klares Verdikt präsentierten.

Der genau detaillierte Bericht von Schriftführer Franz Lommel bescheinigte der Sektion eine rege Tätigkeit u. a. Beteiligung an patriotischen und Gedenk-Feiern, Kongreß, Wahlkampagne und «Journée de Contact».

Dem vorgelegten Bericht des Kassierers Nicolas Weber war zu entnehmen daß die Finanzlage der Sektion gesund ist.

Nationalpräsident Jos. Weirich brachte die Sympathien seitens des Zentralvorstandes an die Sektion Eischen, die bei den Wahlen das beachtenswerte Resultat von beinahe 20% der gültigen Stimmen errang, zum Ausdruck. In seinen Erläuterungen zu den noch anstehenden Problemen, Diskriminierung im Kriegsschädengesetz, Aenderung der 6 Monate-Klausel (zugunsten der weiblichen Zwangseingezogenen) und frühzeitige Pensionierung, betonte er die feste Entschlossenheit der Föderation zu ihren Forderungen, setzte seine Hoffnung auf die von der neuen Regierung gegebene Willensbekundung das Problem der Jahrgänge 1920-1927 noch in diesem Jahre zu lösen, würde es aber bedauern wenn die E.d.F. noch einmal zu einem weiteren Schritt (Gemeindewahlen) gezwungen würden. Den Tod von Innenminister Jean Wolter bedauerte er zutiefst da wir in ihm einen Kameraden (Jahrgang 1926) und eine wertvolle Stütze bei der Lösung unserer Probleme verloren haben.

Kamerad Metty Scholer referierte anschließend über die Bestimmungen des Gesetzes vom 26. März 1974 betr. Zuschüsse an die Opfer des Nazismus bei frühzeitiger Invalidität oder frühzeitigem Tod, und das Tripartite-Gesetz.

Bürgermeister Jean Wolff unterstrich in seiner Ansprache den Wahlerfolg der E.d.F. auf Gemeindeebene (Eischen 20% — Hobscheid 13% = insgesamt 16,5%) der auf Kosten sämtlicher Parteien ging, erinnerte kurz an die düsteren Kriegsjahre und die große Verlustzahl der einheimischen Jugend (30 Tote und Verwundete) bei 95 Zwangseingezogenen. Weil die Sektion den Unterhalt des Gefallenen Denkmals übernommen hat, fand er das ihnen bewilligte Gemeindegeld als berechtigt.

Nachdem von der anschließenden «Freien Aussprache» redlich Gebrauch gemacht wurde und der Präsident noch verschiedene Angelegenheiten bekannt gegeben hatte, schloß er die Versammlung mit einem Dankeswort an alle Mitglieder, Redner und Sympathisanten.

Der Vorstand setzt sich wie folgt zusammen: Präsident: Wolff Léopold; Vize-Präsident: Weyland Arthur; Schriftführer: Lommel François; Kassierer: Weber Nicolas; Mitglieder: Hansen Henri, Hausmann André, Mertz Camille.

W. L.



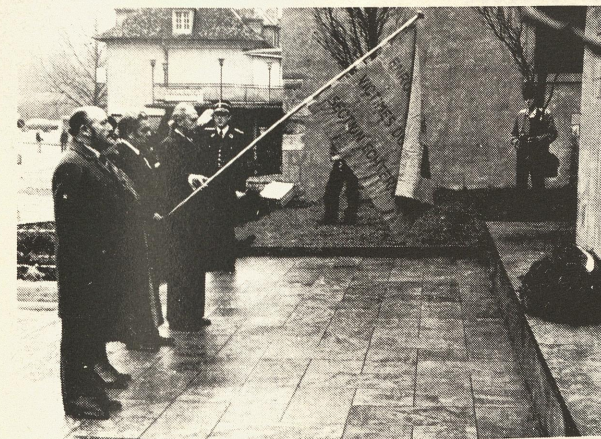
Fendelaweiong zu Eechternach

Et sollt e Festdaag sin, vun eiser Sectioun, en Dag vun Frëndschaft, Komerodschaft a Solidaritéit. Esou haaten mir lechternacher Komeroden eis den Dag vun eiser Fëndelaweiong virgestallt. Mir wollten op en neis de Bewäis erbringen, dat mir an oprichtiger Komerodschaft zesummen stin. Et woer en historichen Dag fir d'lechternacher Sectioun. A wann och an diesem groen Märzhimmel d'Sonn gefélt huet, dem Wieder zum Trotz hun vill Komeroden eisem Appell gefollegt. Et woren eis Komeroden vum Zentralcomité, eis Frënn aus den Nopeschsectiounen, eis Elteren, eis Sympatisanten, d'Bierger vun der Staadt lechternach, sie all haaten sech am Haff vun der Basilika Rendez-vous gin, fir mat eis desen Daag an aller Wierdegkät ze feiern. Vun den Autoritéiten hun dälgeholl, de Minister Fernand Boden, den Burgermäster Gab. Delleré mat séngem Scheffen- a Gemengeroot, a nët zulescht eisen treien Komerod an Députéierten Jos. Weirich, President vun der Fédératioun vun den Zwangsrekrutéierten. An der feierlecher Mass an der Basilika, huet den Dechen Emile Glesener an sénger Usprooch un d'Enrôlés appelléiert, hiren Idealen trei ze bleiwen, d'Leift fir d'Hämecht an de Glaaw net opzegin, an déi onzeräissbar Frëndschaft, déi sie am Krich zesummen gefouert huet ze erhalten. Um Altoer iwert dem Graaw vum hëlligen Willibrord guew den neie Fëndel agesént, a Präsenz vu Petter a Giedel, de Sectiounspräsident Paul Campill an Vice-Präsidentin Lou Scholer-Holtz. D'Mass guew verschéinert duerch den mästerhaften Gesaank vun den Dammen an Hären vum lechternacher Cäcilienveräin. Zu Enn vun der Mass hu mir zesummen d'Hämecht gesongen.

An èngem grouse Cortège hun mir eise Fëndel bei d'Monument aux Morts gedroen. Hei virum Monument vun den Affer aus dem Krich sollt eise Fëndel vum Président vun den Enrôlés de Force Jos. Weirich inauguréiert gin. De Jos. Weirich schwätzt iwer d'Bedeutong vun eisem neie Fëndel. Hien as nët nëmme d'Symbol vu Frëndschaft a Komerodschaft, mir Enrôlés brauchen e Fëndel, fir eiser gefaalen a verméssten



an am Laaf vun den Joeren verstuerwenen Komeroden ze gedénken, hien appelléiert un all Frënn trei zu diesem Fëndel ze stoen, gerad ewéi am Krich, nom Krich an och an Zoukonft zesummen ze haalen. Nëmme an Eenegkät könne mir eis Problémer léisen. Dat hu mir schon esou oft bewisen. An domat iwerrächt hien de Fëndel dem Sectiounspräsident Paul Campill, deen en, mat nët e wéineg Stolz, den treien Hänn vum Porte-Drapeau Pitt Schaeffer uvertraut. Duerno hu mir virum Monument aux



Morts Blumen néiergeluecht, fir eis Gefaalen a Verméssten a fir eis am Laaf vun den Joeren un den Folgen vum Krich gestuerwenen Komeroden. D'Sonnerie aux morts guew vum Jos. Huberty, clairon vun der Stadmusék, virgedroen. Zum Ofschloss vun deser ergräifender Cérémonie hu mir d'Nationalhymne gesongen.

Um «Dènzelt» hat de Gemengerot vun der Stad lechternach den Eierewäin offeréiert. Et woer de Burgermäster Gab. Delleré, deen eis am Numm vun der Stad lechternach begrüsst huet. Hien selwer (Joergank 1927), den op en Hoer no och de Wé vun der Zwangsrekrutierung hätt misse goen, erënnert un déi batter Zäit, wou eise Jonktem de Wee an d'Friemd huet misse goen, fir hir Familien, hir Pappen, Mammen a Geschwöster vun der Déportatioun

ze retten. Et woer wuel e schwéiert Kräitz, dat éis Jongen a Médercher vun démols, knapp 18 Joer al, hu missen droen. U sénger Usprooch hu mir erkannt, dat de Burgermäster Gab. Delleré d'Problémer vun den Enrôlés verstaanen huet. Seng Wieder voll éierlecher Sympathie, guewen vun allen Komeroden applaudéiert.

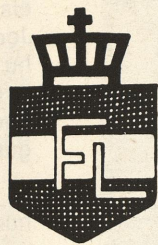
De Président vun der Sectioun lechternach huet alle Leit en hätzlichen Merci gesoot, déi zum Geléngen vun eisem Fest beigedroen hun. E Merci dem Burgermäster, dem Scheffen- a Gemengeroot fir hir Gaastfrëndschaft. Nët ze vergiessen dem Här Dechen séng schéin Wieder an der Basilika bei der Asénong vum Fëndel, den schéine Gesank vum Cäcilienveräin, e Merci der Presse, der Police, der Gendarmérie, an dem Clairon Jos. Huberty.

An den groussen Kräs vun Dankbarkät schléisst de Président Paul Campill éise Komerod a Frënd Jos. Weirich an, deem keng Stonn zevill as, mat séngen Enrôlés e schéinen Dag ze feiern. Hämechtsléift as fir eis Enrôlés kán eidele Begrëff, betount den Sectiounspräsident, et as un eiser gepénglechter Génératioun duerfir ze suergen, dat mir des Hämechtsléift un eis Kanner weidergin. Mir müssen hëllefes eisem Jonktem vun haut erëm patriotich ze déngen.

Eis jong Leit sollen sich mat Stolz bewosst sin, dat sie eng Hämecht hun vu Fräihät, an dat et sech lount des Fräihät, gerad ewéi hir Elteren am Krich et gemat hun, ze verdäigen, da brauch et ons fir d'Zoukonft vun eisem klänge Land nët baang ze sin. D'lechternacher Sectioun haat schon direkt nom Krich mat beschrénten Mëttelen e Fëndel zesummen gebitzt, hien woer schlicht an einfach, hien woer derbei bei allen patriotischen Manifestatiounen, hien huet e muenche Komerod op séngem léschte Wé begläd. Zënter haut de muergen hu mir en neie Fëndel. E Fëndel, deen eng jong Letzeburger Kënstlerin, d'Joffer Christiane Steinmetzer fir eis entwurf huet, an deen an den Ateliéen vun der Firma Bernard-Kaufmann ugefärdet guew. Mir begléckwünschen sie zu diesem schéine Wierk. Eis jonk Kënstlerin huet op eisem Fëndel op rout weiss bloem Fong, dat Kräiz gezechent, dat déi onglécklech Joergäng vun 1920-1926 a schwéierer Zäit hu missen droen. Stoolblo Ketten ëmfaassen dat Kräiz, d'Symbol vun der Zwangsrekrutierung, der Knechtschaft, der Gefaangeschaft an der Verbaanong.

Mir Enrôlés vun der Sectioun lechternach droen des Emblème mat Stolz. Am Numm vun séngen Komeroden huet de Président Paul Campill der Joffer Steinmetzer den Merci zum Ausdruck bruecht, mat em passenden Geschéink, eng Erönnerrong un desen schéinen Daag, eng Erönnerrong un d'Enrôlés de Force vun der Sectioun lechternach.

P. C.



PROMENADE - SURPRISE à Hollerich

DIMANCHE le 15.6.1980

LISTE DES PRIX

1. Trophée de la Fédération des Enrôlés de Force
2. Coupe du Président
offerte par Nicolas Neuser, président de l'Amicale
PoW-Camp Compiègne
3. Coupe Amicale PoW-Camp Compiègne
4. Coupe du Comité de l'Amicale PoW-Camp Compiègne
5. Coupe de l'Entente des Sociétés Hollerich
offerte par le Comité de l'Entente des Sociétés Hollerich
6. Coupe Imprimerie Hermann
7. Coupe Boule d'Or Filtres
8. Coupe des Brasseries Réunies Luxembourg

En plus: 20 corbeilles, des tâques, du champagne, du vin
blanc, rouge et rosé.

Chaque équipe participante aura droit à un prix !!

Chaque participant recevra son cadeau-souvenir en forme
d'une assiette-emblème FL-PoW-Camp Compiègne !!

➤ **ENROLES** ◀

! Venez participer à votre Promenade Surprise !